

## Activités de recherche et de diffusion prévues d'octobre 2018-août 2019,

Dans le cadre de l'axe « graffiti et street-art », il est prévu d'étendre l'enquête aux services municipaux chargés de réguler l'activité. Plus précisément, il s'agirait de s'entretenir avec des employés de services chargés d'effacer les graffitis afin de rendre raison des logiques de « tri » entre les pièces de street-art/graffiti qui sont effacé.e.s, et celles, au contraire, qui sont sélectionné.e.s par la ville.

Enfin, à condition de garantir leur anonymat, certains « graffeurs » ont accordé leur autorisation à Quentin Guatieri pour qu'il les suive pendant une séance de graffiti dans la perspective d'un documentaire photo ou vidéo.

Ensuite il est prévu d'ouvrir un troisième axe de recherche portant sur les pratiques transgressives chez des jeunes de classes moyennes ou supérieures. Cette possibilité sera discutée de façon plus approfondie au cours de la rencontre du 18 octobre 2018.

### Type de produits envisagés dans la prochaine année



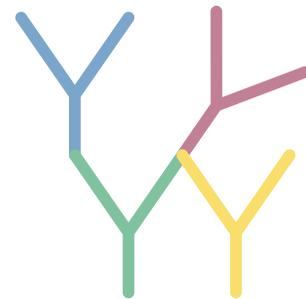
> Coproduction multimédia



> Publication scientifique



> Présentation lors d'un colloque



Coordination centrale TRYSACES  
Tryspaces@ucs.inrs.ca

Institut national de la recherche scientifique  
Centre - Urbanisation Culture Société  
385, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec)  
H2X 1E3  
T 514 499-4058

<https://www.facebook.com/tryspaces/>  
<https://twitter.com/tryspaces>  
<http://tryspaces.org/>

2018



Crédit photo: Mélissa Moriceau, 2018



## FAIRE OU NE PAS FAIRE ? TRANSGRESSION ET RÉGULATION DES COMPORTEMENTS SUBVERSIFS À MONTRÉAL

Chercheuses: Valérie Amiraux  
Cécile Van de Velde

Étudiant.e.s: Quentin Guatieri  
Melissa Moriceau

> Cette étude de cas aborde la rencontre entre des pratiques transgressives de jeunes, et notamment à l'interaction entre les mécanismes de régulation et les initiatives subversives.

### Faits saillants

Si la démarche est inductive, celle-ci vise à rendre compte des modalités effectives de transgression et de subversion dans une ville qui s'affiche comme transgressive et subversive. Dans un tel contexte, comment interagissent les mécanismes de régulation et les initiatives subversives ? Quels sont les espaces d'expressions accessibles aux jeunes et sous quelles modalités ?

Afin d'y répondre, deux axes de recherche ont été ouverts. Le premier porte sur le graffiti et le « street-art » à Montréal, pratiques oscillant entre la transgression et l'institutionnalisation au moyen de formes de récupérations institutionnelles illustrées notamment par le festival d'art urbain, créé en 2012. Plusieurs problématiques émergent alors : comment se négocient, se déplacent et se matérialisent les rapprochements ou les oppositions entre les deux pôles de pratiques ? Comment s'opère le passage de l'illégal au légal (et donc du graffiti au « street art ») chez les acteurs souhaitant se professionnaliser ? Où se situe l'État dans et face à ces pratiques ?

Le second axe porte sur un regroupement informel dans le quartier d'Hochelaga organisant, dans des squats, des soirées de spectacles humoristiques. Si la forme d'organisation de ces spectacles – clandestins et hors tout encadrement légal – s'apparente déjà à une forme de transgression, celle-ci s'opérationnalise également dans le type d'humour proposé. En effet, dans une ville caractérisée par une importante scène comique « officielle » (symbolisée par le festival « Juste pour rire »), ces représentations sont l'occasion pour les participant.e.s de s'adonner à des pratiques d'humour situées politiquement.

## Activités de recherche et de diffusion menées entre avril 2017 et septembre 2018

Axe « humour transgressif », activités de recherche menées par Mélissa Moriceau :

- > 10 entretiens semi-dirigés
- > Saisie des entretiens sur fichier texte
- > Recension littéraire sur les pratiques et les associations subversives à Montréal

Axe « graffiti et street-art », activités de recherche menées par Quentin Guatieri :

- > Recension littéraire sur le graffiti et le « street art »
- > 7 entretiens semi dirigés (sur 10 prévus)

## Résultats préliminaires

Si le travail de recherche n'a pas encore été terminé et qu'une rencontre est prévue le 18 octobre 2018 afin de réunir les étudiants et les chercheurs de l'étude de cas, plusieurs pistes empiriques très largement préliminaires ont été élaborées par les auxiliaires de recherche sur leurs terrains respectifs.

Dans le cadre du regroupement humoriste informel, Mélissa Moriceau s'est entretenue avec les gérant.e.s de l'association, certain.e.s voisin.e.s et des participant.e.s. Ceux-ci sont jeunes (moins de 30 ans), francophones et fortement engagé.e.s à gauche politiquement, notamment dans des mouvements anarchistes et « queers ». Si dans la pratique les négociations de l'espace « subversif » se sont d'abord opérées dans les relations aux voisinages plus qu'aux autorités (le regroupement n'a pour l'instant, jamais été inquiété juridiquement), les entretiens ont permis de faire émerger la place ambivalente qu'occupent ces spectacles dans les trajectoires biographiques des participant.e.s. En effet, malgré leurs caractères collectivement transgressifs et subversifs, à échelle individuelle ils n'en constituent pas moins un investissement professionnel pour d'aspirant.e.s humoristes, qui peuvent y acquérir des compétences à réinvestir dans d'autres espaces plus officiels.

Au regard du graffiti et du « street-art », Quentin Guatieri note que la distinction entre ces deux pratiques – produites à la fois par des dispositifs légaux, des pratiques policières et des formes de « récupération » – se matérialise par une opposition explicite entre graffeurs et « street artists ». Cette opposition, pour être comprise, doit être replacée dans les trajectoires des acteurs. Aussi, le passage du graffiti au « street art » est d'abord une professionnalisation : est « street artist » un.e ancien.ne « graffeur.e » ayant décidé de convertir en métier son activité. Mais loin d'être uniquement artistique, légale ou locale, cette opposition est également dotée d'un sens politique par les acteurs en question, engageant notamment un rapport distingué à l'Etat et à l'espace public (plusieurs réinvestissent des représentations construites lors de trajectoires militantes au sein de mouvements anarchistes).